

*Questions orales***LA SANTÉ**

M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé. On a appris cette semaine que le ministère de la Santé fait faire en secret d'autres études sur l'implant mammaire Meme. Pourtant, officiellement, la position du ministère est la même que celle énoncée dans le rapport Kerrigan, à savoir que les femmes ne devraient pas s'inquiéter.

Étant donné que le rapport Kerrigan, produit à la demande du gouvernement, a été largement discrédité, et même qualifié de plagiat par un éminent chercheur dans le domaine, le ministre admettra-t-il enfin que son ministère trompe les femmes canadiennes au sujet de la sécurité de cet implant, et retirera-t-il ce produit dangereux du marché jusqu'à ce qu'il soit prouvé qu'il est sans danger?

• (1440)

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, il me faudrait plus de temps que j'en ai à offrir pour corriger toutes les inexactitudes avancées par le député dans sa question. Permettez-moi de rétablir les faits.

Premièrement, nous n'avons pas demandé de rapports secrets. Des chercheurs intéressés à effectuer des travaux nous ont fait des propositions à ce sujet et nous avons accepté de les financer. J'estime d'ailleurs qu'il est bon que nous les encourageons. Aucune crainte particulière ne nous a poussés à demander d'autres rapports.

Deuxièmement, une des recherches que le député prétend que nous faisons faire, est menée par l'Institut de cardiologie d'Ottawa qui examine tous les aspects de l'utilisation du polyuréthane dans les implants. Elle ne se limite pas à l'étude de l'implant mammaire Meme.

Troisièmement, depuis 1984, environ 12 000 implants mammaires Meme ont été vendus au Canada. Le taux de risque de cet implant est beaucoup moins grand que celui d'autres implants. Que le député le sache.

En outre, les travaux de recherche discréditant le Meme suscitaient déjà beaucoup d'interrogations au moment même où le député donnait sa conférence de presse plus tôt cette semaine.

J'aimerais lui faire une proposition. Au lieu de faire des affirmations trompeuses, il devrait se renseigner. Et s'il veut connaître les faits, je serai heureux d'organiser pour lui une séance d'information complète avec les fonctionnaires du ministère. Il vaudrait mieux qu'il se renseigne avant de faire des déclarations, et non le contraire.

M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Monsieur le Président, les études faites aux États-Unis et au Canada montrent que cette prothèse se décompose en dégageant des produits cancérogènes qui se répandent dans le corps de la femme. Il est absolument inutile de garder ce produit sur le marché pendant qu'il fait l'objet d'une enquête.

Étant donné que la sécurité de ce produit a été mise en cause dans 60 cas aux États-Unis et dans plus d'un cas au Canada, qu'est-ce qui importe le plus pour le ministre: les profits d'un distributeur et d'une poignée de spécialistes de la chirurgie plastique ou la sécurité et la santé des Canadiennes?

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, l'attitude du député est irresponsable. Il fait peur aux femmes d'une façon totalement irresponsable parce qu'il n'a pas fait l'effort de se renseigner avant de lancer ces accusations.

La Chambre se rappellera qu'il y a une minute, je lui ai offert de le renseigner sur tous les aspects de cette question. Il n'a pas tenu compte de cette offre. Je lui dirais aussi que l'étude de l'Université de la Floride dont il parle est largement discréditée. Il l'aurait su, s'il s'était donné la peine de vérifier les faits avant de parler.

Je répète l'invitation que je lui ai faite. J'invite aussi notre collègue de Winnipeg-Nord qui, contrairement au député, a agi de façon responsable en se renseignant avant de porter des accusations sans fondement.

* * *

LES PLUIES ACIDES

M. Stan Darling (Parry Sound—Muskoka): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Je suis convaincu que le ministre tire une certaine fierté de la loi adoptée hier par une majorité de 89 à 11 au Sénat des États-Unis et j'espère que son ministère et les ministères provinciaux de l'Environnement feront tout en leur pouvoir pour prendre le plus